



Mobilisation des retraité-e-s le 9 juin

Un appel de l'Intersyndicale des organisations de retraité-e-s d'Indre-et-Loire

Alors que le gouvernement rabâche dans les médias que maintenant « *la relance est revenue* », que « *ça va mieux* », la situation des retraité-e-s ne cesse de se dégrader.

Depuis maintenant plus de 30 mois nos revenus diminuent sous le double effet du quasi blocage des pensions et retraites complémentaires, et des mauvaises mesures fiscales.

Près de 10 % des retraités vivent sous le seuil de pauvreté

En matière de fiscalité, le gouvernement a confirmé sa volonté de mettre fin à la 1/2 part fiscale supplémentaire pour la majorité des contribuables célibataires, divorcés ou veufs, vivant seuls, n'ayant pas d'enfants à charge et ayant au moins un enfant majeur.

Il a confirmé aussi qu'il maintient l'imposition des majorations de retraite pour les parents d'au moins 3 enfants, ce qu'il a décidé à partir des revenus de 2013. Beaucoup de retraités ont perdu des exonérations en matière d'impôts locaux ou de cotisations sociales.

Ces deux mesures s'ajoutent à la taxe de 0,3 %, dite CASA, pour faire payer par les retraité-e-s l'aide à l'autonomie. Alors que le gouvernement maintient les baisses d'impôts pour les entreprises et les plus riches, droit dans ses bottes, il refuse le rétablissement de la demi-part supplémentaire et le rétablissement de la non-imposition des majorations de pension !

La TVA est bien lourde pour les retraites, surtout les plus basses. C'est bien l'impôt le plus injuste.

Nombre de retraités n'ont même plus les moyens de se soigner

Comment accepter que des milliers de retraités soient obligés de reprendre un travail pour survivre ?

En 30 ans, le total des dividendes versés aux actionnaires a été multiplié par 20 ! Pendant ce temps les salaires, les pensions sont loin de suivre cette progression ! La France est un pays riche et, pourtant, les inégalités ne cessent de se creuser : si, en 2002, les 10 % les plus riches avaient un revenu six fois supérieur aux 10 % les plus pauvres, dix ans plus tard, c'est plus de sept fois.

Les retraités ont le droit de vivre décemment. La retraite n'est pas un privilège ou une prestation sociale. Elle est un droit obtenu par le travail et son niveau est directement le résultat des rémunérations perçues pendant la carrière.

Les organisations de retraité-e-s mobilisent depuis de nombreux mois Dans l'unité, le 9 juin dans toute la France agissons pour :

- Le retour à une revalorisation annuelle des pensions au 1^{er} janvier de l'année en prenant en compte l'évolution du salaire moyen.
- Une pension au moins égale au SMIC revalorisé, pour une carrière complète.
 - Le rattrapage du pouvoir d'achat perdu sur les pensions et l'abrogation des mesures fiscales régressives contre les retraités.
- L'amélioration du pouvoir d'achat des retraites, le maintien des pensions de réversion et la suppression des conditions de ressources dans le régime général.
- Le développement et le renforcement de services publics de qualité indispensables au mieux vivre individuel et collectif (santé, transports, culture, sécurité, etc.).

MANIFESTATION à 10H00 Place Jean Jaurès à TOURS



L'Intersyndicale des retraités d'Indre et Loire a écrit aux parlementaires du département.

Objet : Demande de rendez vous

Mesdames, Messieurs les députés et sénateurs
d'Indre et Loire,

Depuis 2014 les retraité-es français se font entendre dans de nombreux rassemblements et manifestations .Nous voulons parler du 3 Juin et du 30 Septembre 2014 .Puis du 17 Mars et du 26 Novembre 2015, enfin du 10 Mars 2016. Or à ce jour rien n'y a fait quant à l'écoute du gouvernement et de ces élu-es .Une carte pétition a été envoyée à Mr le Président de la République à plus de cent mille exemplaires, là aussi aucun résultat tangible.

Nos retraites n'ont pas été revalorisées depuis plus de 3 ans

- Nous rencontrons bon nombre de dossiers de retraité-es en commission de surendettement ou de personnes retraitées qui doivent se rendre dans les associations caritatives pour pouvoir subsister. Les régimes complémentaires sont menacés.
- Des milliers de retraites touchées par un nouveau mode de calcul de la CSG
- Des mesures fiscales injustes pour les retraites
- Des mutuelles qui augmentent, le nombre de médicaments non remboursés en hausse, des milliards d'économie sur l'hôpital public qui entraînent des difficultés de soins en particulier pour les ainé-es. Une augmentation des dépenses contraintes en matière d'énergie, de transport, de logement.
- Des menaces sévères sur les pensions de réversion qui impactent les veuves et veufs, les divorcé(e)s et plus particulièrement les femmes.
- Alors que les tarifs des maisons de retraites augmentent et que les services de soin à domicile aussi pour les ainé-es en perte d'autonomie bon nombre de retraité-es ne peuvent pas faire face à ces charges nouvelles et irréductibles.

Vous voyez Mesdames, Messieurs, que la situation des retraité-es devient insupportable. Nous souhaiterions être reçus par vos soins rapidement pour débattre ensemble et connaître vos engagements d'élu(e) vis-à-vis de ces différentes problématiques

Tours Le 23 MAI 2016
L'intersyndicale des retraités d'Indre-et-Loire
(CFTC, CGT, FGR-FP, FO, FSU, Solidaires)

PS : Nous joignons au présent courrier la carte postale envoyée au Président de la République ainsi que le manifeste de l'intersyndicale des retraités 37 sur le logement des retraités et personnes âgées.